



POUR PROTEGER LA SANTE ET LA SECURITE DE TOUTES ET TOUS, TOUJOURS DANS L'UNITE POUR LES REVENDICATIONS !

Depuis plusieurs semaines, les salariés et la population sont confrontés à une crise sanitaire d'ampleur. Dans une telle situation, **la priorité est de protéger la santé et la sécurité de toutes et tous, sans oublier les personnes les plus vulnérables**, c'est la raison pour laquelle nous nous exprimons ensemble dans la continuité de nos luttes communes pour défendre le Code du Travail, les retraites, les salaires, la sécurité sociale, le service public, les libertés et l'emploi.

Nous saluons l'engagement des salariés qui répondent présents pour satisfaire les besoins de première nécessité, qu'ils soient dans le secteur médical et médico-social, dans l'aide à domicile, les transports, l'enseignement, la Poste, la collecte, le traitement des déchets, les industries et activités essentielles (santé, agro-alimentaire...). Ce sont les salariés les plus mal payés, à temps partiel et précaires, majoritairement des femmes, qui se trouvent en première ligne, souvent au péril de leur santé et de leur sécurité.

Il n'est pas acceptable que des matériels de protection soient disponibles dans des entreprises dont les activités économiques ne sont pas essentielles aux besoins vitaux de la population ! Nous exigeons leur réquisition. Ces activités et services doivent être mis à l'arrêt pour venir à bout efficacement de l'épidémie et protéger celles et ceux qui la combattent. Nous exigeons qu'il n'y ait **aucune perte de salaire pour les salariés en chômage partiel**.

Le confinement généralisé crée une restriction des libertés individuelles et collectives, développe le stress, l'isolement et provoque même une recrudescence des violences au sein des couples et sur les enfants. Nous demandons que des mesures adéquates soient prises pour y mettre fin au plus tôt et protéger au mieux la santé de toutes et tous. Nous demandons également que soit organisé, conformément aux recommandations de l'organisation mondiale de la santé, **un dépistage systématique et généralisé**.

La place essentielle de l'Hôpital Public, des services publics et de la Sécurité Sociale est révélée dans cette période. Pourtant ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, n'a eu de cesse de les remettre en cause. Il a refusé d'entendre les revendications et a usé de la répression à l'encontre de ceux et celles qui les portaient. Il est temps de stopper toutes les suppressions de postes et d'emplois, de donner à notre système de santé tous les moyens pour fonctionner ; il est temps de réquisitionner ou nationaliser toutes les entreprises pouvant réorienter leur production vers le combat contre l'épidémie et de préserver la sécurité sociale en commençant par retirer définitivement la réforme des retraites.

L'argent existe, les plus grandes entreprises françaises totalisent 120 milliards de dividendes sans compter l'évasion fiscale. Nous demandons qu'aucun dividende ne soit versé ; nous demandons qu'ils soient réquisitionnés pendant l'état d'urgence sanitaire. **Nos vies valent mieux que leurs profits !**

Il n'est pas acceptable non plus que cette crise sanitaire soit utilisée pour donner satisfaction aux vieilles revendications du MEDEF en autorisant des semaines à 60 heures, la remise en cause des congés payés, des RTT et des Comptes Epargne Temps. Ces ordonnances n'ont rien à voir avec la lutte contre le coronavirus, elles doivent être abrogées. Nous demandons une loi pour **interdire toute suppression d'emploi et tout licenciement dans la période**.

Priorité à la santé et à la sécurité des salariés, de leurs proches et de leurs familles ! Nous restons à leurs côtés pour leur amener notre soutien, y compris lorsqu'ils utilisent leur droit de retrait, le droit d'alerte et même, en dernier recours, le droit de grève pour se faire entendre.

L'heure n'est pas au pacte social avec ce gouvernement. Nous continuons à agir ensemble pour nos revendications, dans l'intérêt des salariés.